Bulletin œcuménique

JANVIER 1978 NUMERO 1 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

Freins à l'Unité

Quand ce premier numéro de l'année d'INTERROGATION sera sorti de presse, dans un certain nombre de paroisses romandes, comme au loin, là où oeuvrent les volontaires de nos mouvements, la semaine de prière pour l'unité chrétienne aura été célébrée.
Pour nos mouvements cette semaine aura été l'occasion de réflexion et d'action en commun; c'est en effet plus d'une douzaine de paroisses qui nous ont invités à animer des manifestations oecuméniques dans nos différents cantons.
Le thème que nous avons proposé est : LES TENSIONS DE L'UNITE, thème que personnellement je préfèrerais formuler : LES FREINS A L'UNITE. Il nous a semblé en effet que le moment était venu de prendre honnêtement acte du fait que la collaboration, plus ou moins développée qui existe, soit entre des mouvements, soit entre des paroisses, est faite de hauts et de bas de moments forts et de moments où brusquement, les freins semblent se gripper, les progrès en avant deviennent comme impossibles. Et cela pour des raisons fort diverses; pour des raisons qui peuvent relever aussi bien de la théologie, que de questions de prudence politique ou financière, ou encore de raisons purement personnelles.
La semaine de prière de janvier vient bien à propos pour nous forcer, là où nous sommes à nous remplacer devant l'impératif du Christ : SOYEZ UN COMME JE SUIS UN, et pour nous obliger à nous interroger sur nos motivations oecuméniques.
Le Père Couturier parlait de la passion pour l'unité. Je nous le demande : "Sommes-nous habités par cette passion ?" Avons-nous ancrée en nous la certitude que, cette unité, elle nous a été en fait donnée par le Christ et que notre seule tâche est d'avoir l'imagination et la disponibilité nécessaire pour en rendre témoignage, chacun à la petite place qui est la nôtre ?

Clément Barbey

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

A LA RECHERCHE DE PISTES NOUVELLES

Dans ce monde de changements, de violences, d'incohérences, de crises, nous nous sentons désemparés, déboussolés, ballotés; nous ne savons plus à quoi nous accrocher. Certains se retranchent derrière le refus, la lâcheté (peur de dire et de faire, même de penser et surtout d'écouter, de chercher et de voir). Ils se tournent souvent désespérément vers le passé vu comme un paradis.

Les grandes religions, les politiques (de gauche et de droite), les doctrines philosophiques et économiques ne suffisent plus à la plupart pour s'y retrouver. Dans un monde où les progrès techniques et matériels rendent d'autant plus flagrant le retard des sciences humaines, vers quel avenir se tourner ? Tout est-il perdu ou tous les espoirs sont-ils encore permis ?

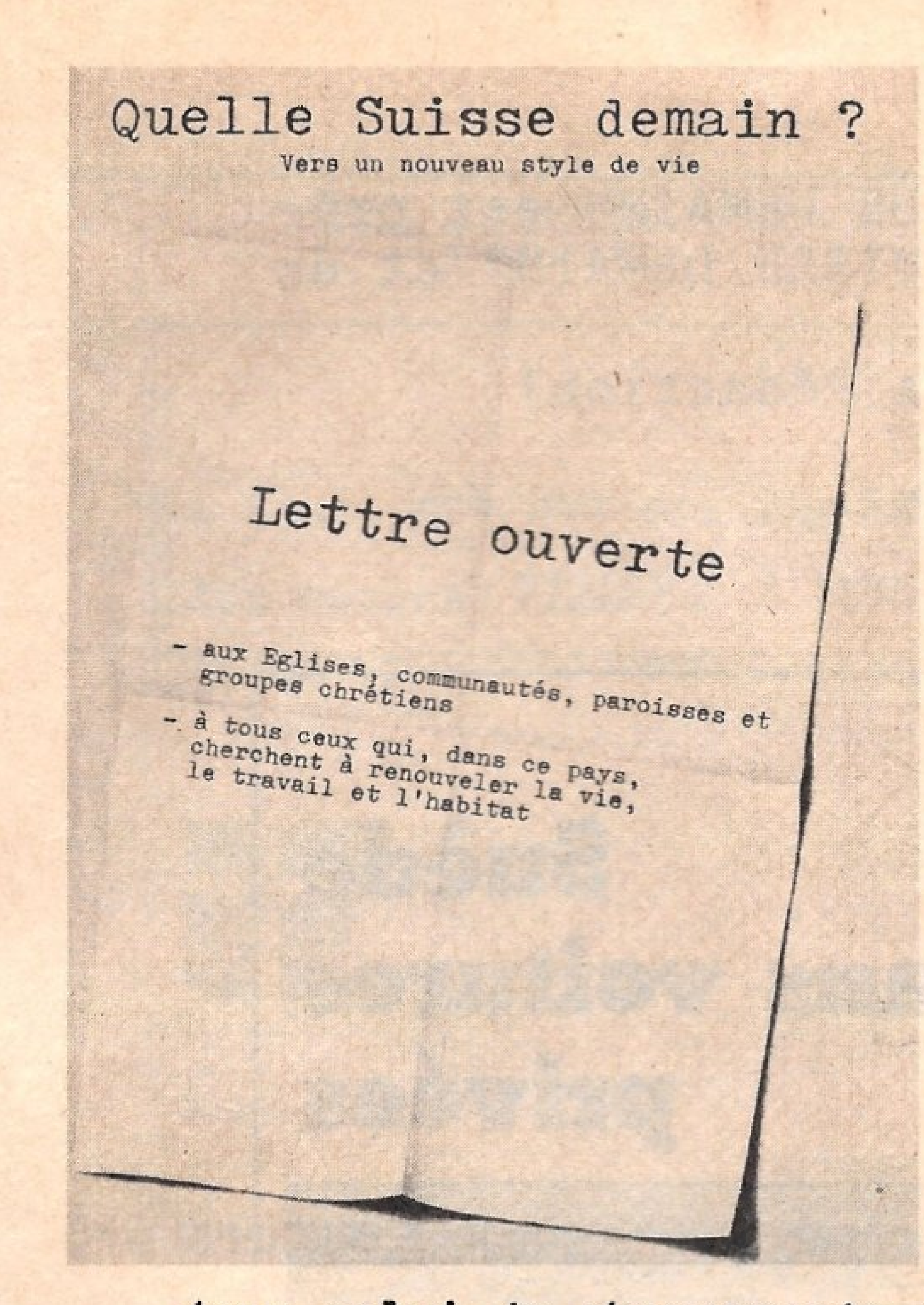
Les réponses dépendront en fait de notre prise de conscience. Les solutions du passé sont inefficientes, marginales ou inapplicables au plus grand nombre dans un contexte de mondialisation croissante des problèmes et de survie de l'Homme en tant qu'espèce. Quelles solutions alors adopter ? Comment rompre le cercle vicieux de nos systèmes des valeurs et de vie qui ne répondent plus à la complexe réalité de notre temps ? Il y a tout d'abord lieu de bannir tout pessimisme et toute indifférence. Pour se ré-orienter, il faut ensuite trouver un "point de chute" par rapport à la réalité, rechercher une explication du vécu actuel dans l'évolution générale de l'Homme, où les individus doivent pouvoir se situer, se retrouver en tant qu'homme responsable. Le véritable progrès semble devoir être recherché dans une meilleure qualité de vie et dans une réorganisation de la vie sociale et planétaire. Mais dans quel sens agir ? C'est par la recherche de solutions véritablement nouvelles qu'il sera possible de résoudre ce problème. Cela nécessite une information nouvelle, une large ouverture d'esprit, de l'originalité dans la recherche et surtout de l'imagination. Et il est urgent de s'y lancer avec conviction, de lutter contre notre ignorance.

Quelques pistes nouvelles se dessinent, propres à régénérer notre pensée. Il y a par exemple les récents progrès des sciences de la vie (biologie notamment), des sciences humaines (comportement de l'homme) d'où se dégage actuellement un courant de pensées nouvelles et puissantes, propre à bouleverser bien des idées reçues. Il y a aussi de nombreuses prises de conscience qui, petit à petit, contribuent à faire ressortir un avenir plein d'espérance pour une société plus humaine, d'où sortira un plus-être probable de l'Homme contemporain. Mais il faut encore beaucoup d'hommes d'action de bonne volonté !

Si vous êtes d'accord de secouer votre matière grise et si vous êtes tentés par ces nouvelles pistes, voici, en plus de l'article "Quelle Suisse demain ?", p. 3 et du dossier "Que faire ?", p. 8 à 12, quelques auteurs et titres de livres significatifs :

- Henri Laborit : L'Homme et la Ville, éd.Flammarion-coll. Champ sociologique, 1977
  La nouvelle Grille, éd. Robert Laffont, 1974
  L'Eloge de la Fuite, éd. Robert Laffont, 1976
- Konrad Lorenz : Les huit Péchés capitaux de notre civilisation, éd. Flammarion 1973
  De l'Agression, éd. Flammarion, 1977
- Edward T. Hall : La Dimension cachée, éd. du Seuil, 1971
- René Dubos : L'Homme ininterrompu, éd. Denoël, 1972

Bernard Grangier



QUELLE SUISSE DEMAIN ?

Une centaine de personnalités se sont posé cette question lors d'un forum tenu à Macolin en octobre 1976. Un comité de sept personnes a maintenant condensé en un document de 44 pages les résultats des réflexions de ces trois jours. *

Partant de la constatation
- que la crise de la société n'est ni passagère, ni superficielle, mais mortelle,
- que la société peut être sauvée par plus de justice et par un changement radical de la vie,
- que la participation des chrétiens aux vices de la société doit d'abord être reconnue et confessée, non pas dans le sens d'une stérile culpabilisation, mais dans celui de changements radicaux et d'engagements nouveaux,

le document essaie d'approfondir le sens et les moyens d'un nouveau style de vie.

Les réflexions du forum de Macolin s'appuient sur 4 critères principaux (décentralisation, participation, justice sociale, comportement écologique) à partir desquels doivent être interprêtées les 11 thèses et applications formant la trame du nouveau style de vie recherché, à savoir :

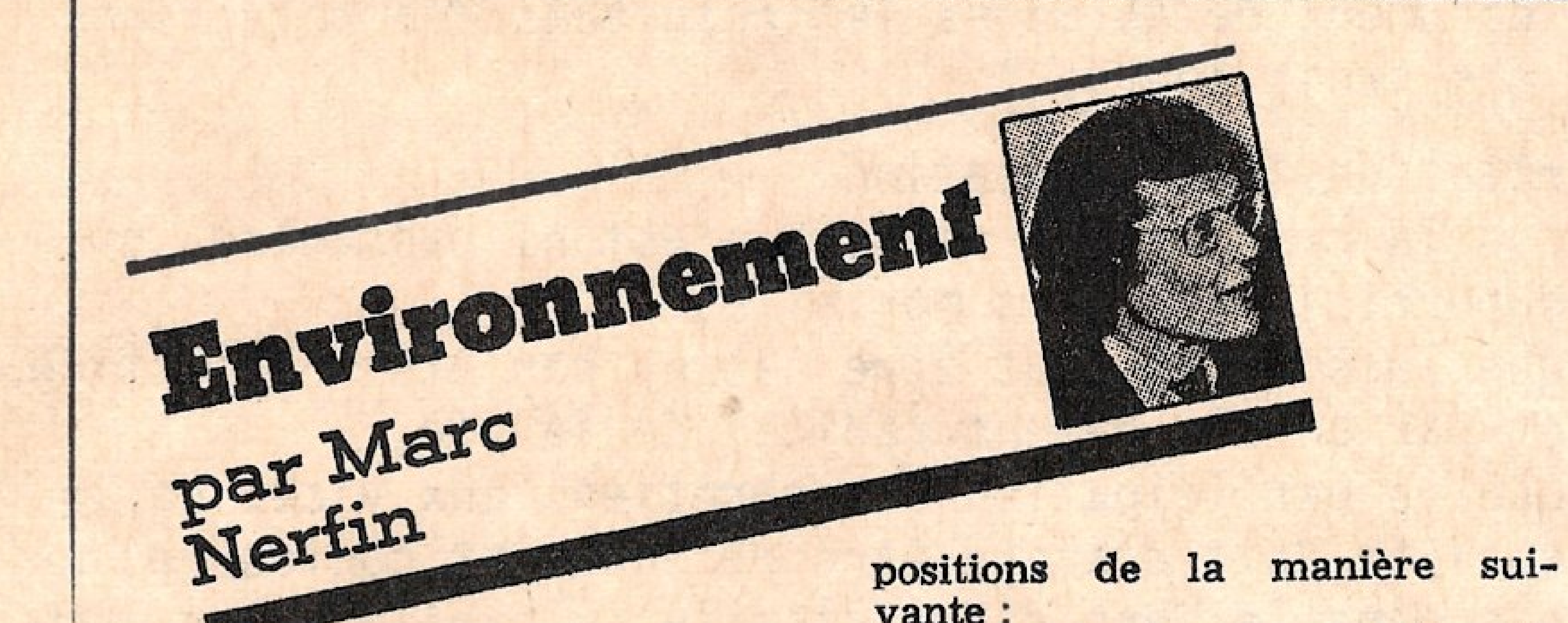
1. être plus humain; recentrer la vie sur l'homme, aider chacun à trouver son identité et à s'épanouir - condition importante de la solidarité avec autrui,
2. nécessité de courage, source de liberté; prendre congé de vieilles habitudes et d'attitudes trop exclusivement sécurisantes ou calculatrices; se tourner vers le nouveau, vers le risque, vers l'expérience,
3. viser à un surcroît de vie (plus de qualité),
4. viser à l'autogestion (disponibilité à assumer et à déléguer des responsabilités, aspiration à la "self-reliance"),
5. viser à un changement dans la répartition du pouvoir lorsqu'il y a empêchement de responsabilité et de participation du plus grand nombre; nécessité de réduction simultanée de la détermination par l'extérieur,
6. viser à l'intégration de l'homme dans la société,
7. tendre à l'universalité (développement solidaire),
8. créer de nouvelles conditions de travail (non pas rendement mais travail créateur),
9. mettre en question les priorités actuelles dans notre système des valeurs; ouverture aux autres valeurs et aux autres systèmes des valeurs,
10. rester en dynamique; contrôle continu des lois et règlements, des prescriptions et des interdictions,
11. rendre attentif aux liens entre les différents domaines de la vie et reconnaissance de leurs relations dans les phénomènes de séparation (exemple : transports individualisés et solitude sociale).

Des propositions ont été élaborées par des groupes de travail dans les domaines de l'alimentation, de l'énergie et de nouvelles formes de vie communautaire.

* Ce document peut être obtenu chez M.Bruno Holtz, Case postale 13, 1700 Fribourg 2

Ce texte qui pourrait s'appeler "QUELLE SUEDE DEMAIN" est présenté à la fois en contrepoint de "QUELLE SUISSE DEMAIN" et du dossier dans les pages jaunes.

(La Rédaction)



Suède sans voitures privées

Depuis le rapport au Club de Rome sur les limites de la croissance, le débat sur la pénurie de ressources naturelles n'a pas cessé. Trop souvent, cependant, il se déroule comme si l'on ignorait un fait déjà constaté par Cervantès (1547-1616) : « Il n'y a que deux familles dans le monde, comme disait ma grand-mère, les possédants et les autres. »

Dans le contexte de l'actuelle division internationale du travail, il faudrait plutôt dire ceux qui consomment et ceux qui ne consomment pas. Les pays industrialisés occidentaux, avec 18 pour cent de la population mondiale, consomment 68 pour cent des neuf minerais principaux (sans compter le pétrole). Les pays du tiers monde, qui groupent la moitié de l'humanité, n'en consomment que 6 pour cent.

Avant de crier à la pénurie, et d'en rendre responsable la croissance démographique du tiers monde, il conviendrait d'abord de corriger les inégalités que traduisent ces chiffres. Cela suppose probablement que nous prenions conscience de notre gaspillage, et que nous le réduisions. Vaste sujet, que l'on n'épuise pas en quelques lignes. Versons au dossier, pour aujourd'hui, cinq propositions provocatrices.

Elles ont été formulées par deux Suédois dans le rapport Dag Hammarskjöld sur le développement et la coopération internationale, **« Que faire — un autre développement »** publié il y a deux ans. Le vif débat qu'elles ont provoqué n'est pas terminé.

On peut résumer ces cinq propositions de la manière suivante :

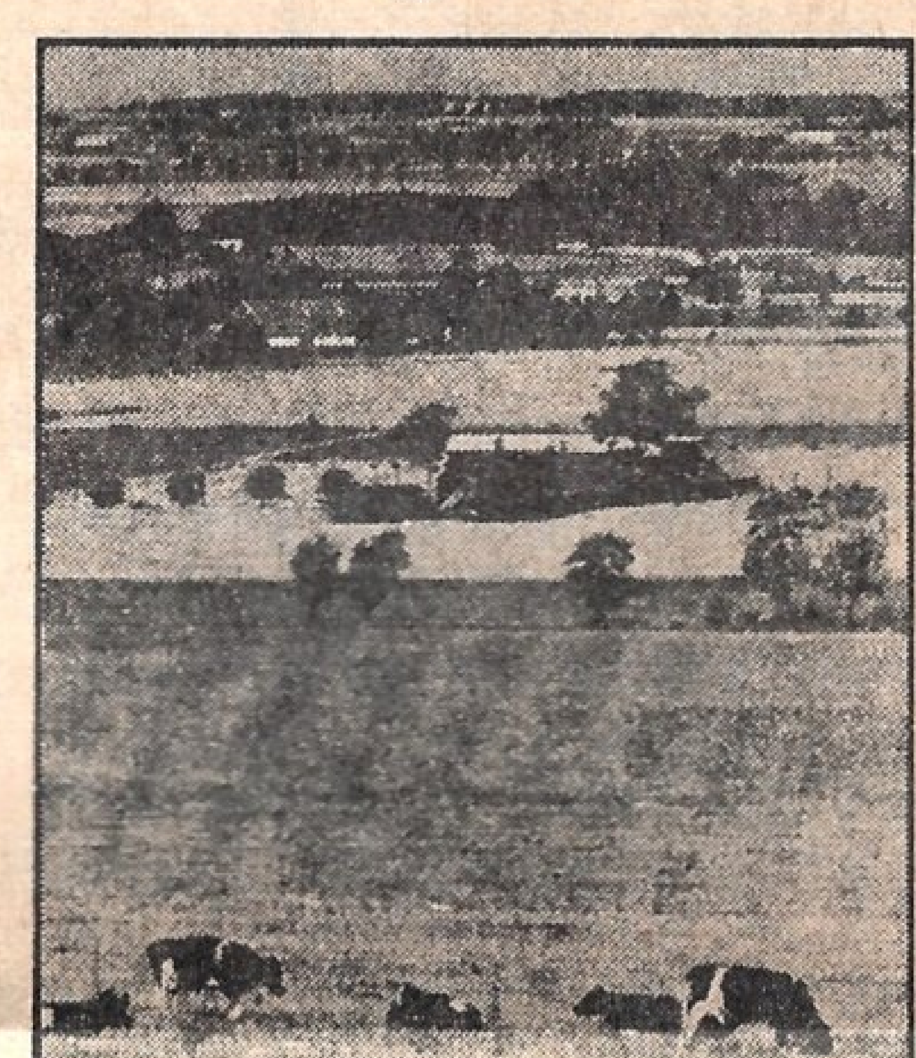
1. **Limiter la consommation de viande.** — La consommation du Suédois moyen pourrait être ramenée de 58 kg. par an à 48 kg. Cela diminuerait la pression sur les céréales (il faut 2,5 kg. de céréales pour produire 1 kg. de viande de bœuf), et réduirait les maladies de la suralimentation.

2. **Limiter la consommation de pétrole.** — La consommation moyenne de produits pétroliers (3,5 tonnes par habitant et par an) pourrait plafonner à ce niveau. Les mesures envisagées comprennent des changements dans les transports et des innovations techniques concernant l'habitat (isolation et chauffage).

3. **Mieux utiliser le patrimoine bâti.** — Le Suédois moyen dispose d'environ 40 m2 de surface habitable. Cet espace est souvent mal utilisé — et mal réparti (les familles nombreuses ne disposant pas nécessairement des logements les plus grands). On pourrait pénaliser fiscalement la sous-occupation et, par des innovations en matière de chauffage, contribuer à l'objectif 2.

4. **Rendre les biens de consommation plus durables.** — L'usure programmée de beaucoup d'objets dont nous avons pris l'habitude est l'une des causes de gaspillage. Des consommateurs plus vigilants et des producteurs plus responsables pourraient changer cela. Depuis que le contrôle technique des voitures est obligatoire en Suède, par exemple, leur durée de vie moyenne a augmenté de deux ans.

5. **Suppression des voitures privées.** — Il ne s'agit pas de supprimer les voitures, mais d'en rationaliser l'usage. Elles pourraient être réservées aux régions de basse densité. Elles seraient interdites dans le centre des villes où des transports publics radicalement améliorés assureraient plus économiquement des services meilleurs. Des agences municipales de voitures les mettraient à disposition du public comme « taxis sans chauffeur ». Partout, la vitesse serait limitée à 90 kmh.



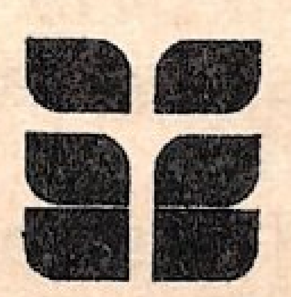
Malgré la saison, il ne s'agit pas de croire au Père Noël. De telles propositions n'ont aucune chance d'être appliquées dans un avenir prévisible, et de toute manière toute mise en œuvre ne saurait qu'être précédée d'un large débat public. A ce stade, leur seul objectif était de stimuler la réflexion en attirant l'attention sur quelques moyens de limiter le gaspillage auquel s'abandonnent les habitants des sociétés bureaucratiques de consommation dirigée.

La Suède est-elle si loin de la Suisse ?

TLM 4.12.77

GVOM - EIRENE - FSF - GVOM - EIRENE - FSF

A tous ceux qui ont répondu à notre appel financier: MERCI !
Aux autres: PENSEZ A NOUS !



Pain pour le prochain

Secrétariat romand:
Chemin du Boisy 3
1004 Lausanne

Tél. 021/36 30 77

Deux organismes qui travaillent
dans le Tiers-Monde et
directement ou indirectement soutiennent
nos activités et celles des volontaires !
A vous aussi de les soutenir !

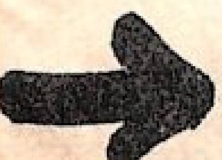
CCP 10-26487 10-15955

Action de Carême

Secrétariat romand:
Rue César-Roux 8
Case postale 237
1000 Lausanne 17

Tél. 021/22 33 55

- FSF - FSF - FSF - FSF - FSF - FSF



Appel aux anciens et aux amis de FSF

Action Pain Partagé: 1 et 2 AVRIL 1978

Des pains de seigle ou autres seront mis en vente dans quelques semaines à travers la Suisse romande par Frères sans Frontières. Cette action symbolisera le partage du pain, la signification du pain, le soutien aux paysans de montagne... en même temps qu'il permettra de faire connaître le mouvement FSF. Ainsi seront réunis les deux pôles de nos interventions : outre-mer et chez nous, en vue d'un développement solidaire. Le pain de seigle sera vendu avec une documentation adéquate sur le mouvement. Le bénéfice éventuel de l'action permettra au mouvement FSF de faire face à la suite de plusieurs années déficitaires.

Depuis plusieurs semaines, des équipes d'anciens volontaires FSF se sont mis au travail autour de M. Armand Chassot, coordinateur de cette action Pain Partagé, et caissier de FSF.

APPEL !

Les anciens, les amis de FSF, les groupes de jeunes, les groupes missionnaires, les paroisses, qui seraient prêts à nous aider dans l'organisation et dans le déroulement de cette action sont invités à s'annoncer dans les meilleurs délais aux responsables cantonaux ci-dessous :

VS : M. Jean-Luc Maillard, 4 Quatre Saisons - 1950 Sion
VD : M. Jean Bolinger, Pré Lebaz, 1054 Morrens
GE : Mme Paulette Thorimbert, 28 Ch. des Grands Buissons - 1233 Sezénove
FR : M. Bernard Godel, 5 rue Falloubaz, Avenches
JU : M. Raymond Jacquemettaz, 4 Vieilles Forges, 2854 Bassecourt
ou : Secrétariat FSF, 34 Grand Rue - 1700 Fribourg (037 / 22 00 76)

Nous reviendrons plus en détail sur cette action PAIN PARTAGE dans le prochain numéro d'Interrogation.

Sale juif !

MON fils a dix ans. Il est en sixième dans un lycée de la région parisienne ; il est très gai, il a beaucoup d'amis.

La vie coulait doucement, dans notre banlieue résidentielle, avec ses petits chagrins et ses grandes joies.

Richard était un de ses meilleurs camarades, celui avec qui il échangeait les images de football autocollantes, avec qui il faisait les devoirs après la classe.

Souvent Richard est venu goûter chez moi, déjeuner, et même y dormir.

Hier, ils se sont disputés, je ne sais plus à quel propos, une histoire de ballon, je crois, ou pour une vignette représentant Rocheteau. Richard, à court d'arguments et d'insultes sans doute, a dit à mon fils : « Sale juif. » La mère, mise au courant et horrifiée, a juré de son innocence.

Dans quelles profondeurs de son âme déjà pourrie, cet enfant de onze ans, au visage d'ange, et pourtant si gentil, a-t-il trouvé ce mot ? Sur les lèvres de qui l'a-t-il déjà entendu et quel instinct lui a si bien soufflé, et à si bon escient, la seule insulte que l'on ne pardonne jamais ?

A trente ans, mariée à un non juif, je n'avais rencontré l'antisémitisme que dans les livres d'histoire ou les récits d'Auschwitz. Ce tremblement de terre que j'ai senti dans mon cœur, est-ce celui que Herzl ressentit en entendant le fameux « Mort aux juifs » du procès Dreyfus ? Est-ce celui que ressentaient les vieux juifs à papillotes et caftan lapidés par les cosaques à Kichinev ? Est-ce celui que ressentaient les nobles espagnols que l'Inquisition traînait sur les bûchers pour avoir célébré la Pâque en cachette ?

Je sens se lever autour de moi les longues colonnes des squelettes calcinés des chambres à gaz, les enfants terrorisés de la rafle du Vel'd'Hiv, la cohorte millénaire des juifs persécutés, pourchassés, humiliés. J'ai dans la bouche un goût de mort, de cendre et de sang.

Par ce mot d'enfant qui ne savait rien, la terre de France, qui était mienne, n'aura plus jamais le même visage.

Mais pourquoi ? Que nous avons vous fait ?

L. D.

LE MONDE.6.11.77

AFRIQUE DU SUD : L'ENTRAIDE PROTESTANTE ECRIT A L'UNION DES BANQUES SUISSES

SPP : Dans une lettre écrite le 10 nov. dernier et qui vient d'être rendue publique, l'Entraide protestante suisse (EPER) écrit à la direction générale de l'Union des Banques Suisses pour lui demander si, à la suite des événements survenus ces 18 derniers mois en Afrique du Sud, elle a l'intention de poursuivre ses relations commerciales directes et indirectes avec ce pays, "comme si rien ne s'était passé". L'Entraide protestante suisse dérire savoir au contraire si l'Union de Banques Suisses est disposée "à revoir sa politique commerciale concernant l'Afrique du Sud". L'Entraide protestante suisse, qui a déposé l'argent de ses donateurs auprès de cette banque, constate dans la lettre que la politique d'apartheid "contredit tout ce qui est cher aux Suisses et en particulier et qu'elle connaîtra tôt ou tard une fin dramatique".

ORGANISATIONS PARTENAIRES EN DIFFICULTE

La lettre à la direction de Banques Suisses répond à une situation tout à fait concrète vécue par l'Entraide protestante suisse. En effet, le gouvernement de l'Afrique du Sud a interdit, le 19 octobre dernier, trois organisations partenaires de l'EPER qui s'efforceront de remédier aux méfaits de la politique d'apartheid.

Le Zimele Trust Fund, fondé en 1975, s'occupait des familles de très nombreux prisonniers africains dans tout le pays, avec l'aide de 12 collaborateurs à plein temps et de 30 volontaires. Les Black Community Programms (Programme des communautés noires), fondé par le Conseil sud-africain des Eglises, utilisait une trentaine de personnes pour la formation et l'éducation des polulations noires, en particulier dans les homelands; enfin, la Black Parents Association (Association des Parents Noirs), fondée en 1976, s'est donnée pour tâche d'offrir un service funèbre décent aux familles des victimes d'affrontement raciaux et de s'occuper des survivants.

● *Le vice-président d'Amnesty International*, M. Mumtaz Soysal, a remis le 7 décembre au secrétaire général des Nations unies et au président de l'Assemblée générale une pétition signée par 1 121 609 personnes appartenant à cent trente-trois pays en faveur des objecteurs de conscience.

Colombie : Combien d'évangiles pour Sesquilé ?

Le prêtre catholique de Sesquilé, petite ville à environ 80 km de Bogota, vint un jour au Foyer de la Bible de la capitale colombienne pour y commander 4000 évangiles à distribuer dans sa paroisse.
Un pasteur protestant qui se trouvait là par hasard, apprenant d'où venait le prêtre, lui raconta comment, 40 ans plus tôt, il s'était une fois rendu à Sesquilé pendant ses vacances afin d'y vendre des Bibles. Au bout de deux jours d'efforts, il n'en avait vendu qu'un seul exemplaire. Après quoi, il avait été arrêté et mis en prison.
Se retrouvant ainsi au Foyer de la Bible, prêtre et pasteur se rendirent compte des changements survenus depuis. Ils comprirent qu'ils étaient frères en la foi, œuvrant tous deux pour la même cause : apporter la Parole de Dieu aux hommes.

USA : Déclaration Carter

«Les dépenses militaires mondiales, a déclaré le président américain Jimmy Carter, avoisinent aujourd'hui 300 milliards de dollars par an. Pour équiper un soldat, les nations ont dépensé l'an passé (1976) soixante fois plus, je dis. bien soixante fois plus, que pour l'instruction d'un enfant.»

Ouganda : Indépendance forcée des Eglises

Les Eglises ougandaises devront cesser de dépendre financièrement de l'étranger. Elles doivent désormais disposer de leurs propres ressources. C'est ce qu'a décidé le maréchal Idi Amin, après avoir confisqué des dons en espèces et en nature d'Eglises ouest-allemandes à la Communauté anglicane de son pays.

14 entreprises suisses

Parmi les 500 plus grandes entreprises industrielles européennes on trouve 14 entreprises suisses. Avec un chiffre d'affaires d'environ 18 milliards de marks (en 1976), Nestlé se classe au 19e et Brown Boveri 59e. La plus grande entreprise européenne est Royal Dutch Shell avec un chiffre d'affaires de 80 milliards de DM. Elle est suivie par British Petroleum (43 milliards) qui précède Unilever, Rotterdam-Londres (34 milliards), Iri, Rome (32 milliards) et Philips (29 milliards). Parmi les 20 plus grandes entreprises industrielles du vieux continent, on ne compte pas moins de 8 firmes allemandes. Trois sont françaises, trois italiennes et 2 sont domiciliées simultanément en Grande-Bretagne et en Hollande.

« Finanz und Wirtschaft » donne également une liste des 100 principales banques européennes. Parmi celles-ci on compte 5 banques suisses. A la 14e place, on trouve la Société de banque suisse (50,1 milliards DM de somme du bilan) suivie immédiatement de l'Union de banques suisses (50 milliards). Puis, au 25e rang, du Crédit suisse (39,6 milliards DM), au 63e rang de la Banque cantonale de Zurich (13,9 milliards) et au 75e rang de la Banque populaire suisse (10,8 milliards). Le plus grand établissement bancaire en Europe est la Deutsche Bank (104 milliards) suivie de a Banque nationale de Paris (96 milliards).

Les compagnies d'assurance helvétiques font mieux encore : on en compte 6 parmi les 50 principales compagnies européennes. La Compagnie suisse de réassurance (4,7 milliards de primes encaissées) se classe au troisième rang tout de suite après la Commercial union ass. comp., Londres (5,6 milliards) et la Royal insurance comp., Liverpool (4,8 milliards). A la sixième place, on trouve la Zurich assurance (4,0 milliards). A la quinzième la Winterthour. A la 24 e, la Lebensversicherungs und Rentenanstalt (1,6 milliard). La Bâloise holding (1 milliard) suit au 37e rang et Helvetia incendies au 40e rang. (ATS)

● En faveur de la Suisse à l'ONU

Près de la moitié des Suisses se prononceraient en faveur de l'entrée de la Suisse à l'ONU si la question leur était soumise aujourd'hui en votation populaire. Selon une enquête réalisée en octobre 1977 à la demande de l'hebdomadaire suisse-alémanique « Weltwoche », 45 pour cent des citoyens accepteraient la proposition, 31 pour cent la rejetteraient, tandis que 25 pour cent resteraient encore indécis.

Le Monde

Textiles : la paix pour quatre ans 7.1.78

(ATS et Reuter) — Au terme de négociations serrées au sein du GATT, la plupart des pays importateurs et exportateurs mondiaux de textile ont accepté de renouveler pour quatre ans l'accord régissant le commerce international du textile.

Les négociations sur les matières premières sont suspendues

Les négociations qui s'étaient engagées à Genève entre les pays industrialisés et le tiers-monde sur la constitution d'un fonds de stabilisation des matières premières ont été suspendues jeudi 1er décembre. Cette rupture est intervenue à l'initiative des pays du tiers-monde, qui dénonce l'absence de volonté politique de leurs partenaires.

Tam. 9.12.77

● *Le Programme pour le développement des Nations unies* va entreprendre un grand programme de construction routière — 3 200 kilomètres — en Afrique occidentale. Cette action a pour but de favoriser l'acheminement de l'aide fournie aux huit pays les plus durement touchés par la sécheresse et la famine. Le coût en est estimé à 100 millions de dollars.

L'infrastructure routière projetée desservira le Cap-Vert, le Tchad, la Gambie, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Sénégal et la Haute-Volta. L'équipement lourd destiné à ce programme a été fourni par trois firmes américaines et sera prochainement embarqué à Elisabethville, dans le New-Jersey. Les principaux participants à ce projet sont le Canada, la Norvège, les Pays-Bas et l'Arabie Saoudite. — *(Corresp.)*

Le Monde 15.12.77

Un député schaffhousois a été le seul partisan de l'initiative de Berthoud pour les douze dimanches sans autos. Son intervention a fait rire tout son auditoire de la Chambre haute. Konrad Graf, humoriste à ses heures, a notamment déclaré, à l'adresse du Conseil fédéral : « Comme vous ne saviez pas que le projet serait discuté pendant la période de l'Avent, vous avez suivi l'étoile de la Mercedes au lieu de suivre celle de Bethléem ».

A LA 2ème ASSEMBLEE DE LA CONFERENCE DES EGLISES DES CARAIBES

Le Pasteur Potter a déclaré que pour les Antillais l'Eglise a été la seule institution ayant "fait des efforts valables pour faire respecter et défendre les droits de l'homme. Sa proclamation même de l'Evangile a été une déclaration des droits de l'homme."

Le Pasteur Potter a ensuite évoqué certaines déclarations qui, au cours des années et dans le monde entier, ont engagé l'Eglise et des organismes internationaux dans la lutte pour les droits de l'homme. Mais, a-t-il dit, "malgré ces déclarations, les Eglises et les chrétiens hésitent toujours à s'engager à fond dans la lutte pour la reconnaissance et la promotion des droits de l'homme. Ils sont souvent retenus par peur de faire de la politique et de ne pas mener à bien leur tâche spécifique qui est de proclamer l'Evangile. Il est intéressant de voir que toutes les forces qui nient ou violent les droits de l'homme désirent ardemment que les Eglises limitent leurs activités au culte et à la prédication et ce dans le cadre de leurs communautés. Cet encouragement suspect devrait inciter les Eglises à repenser leur manière d'être et leur mission dans le monde."

Avançant ensuite les raisons bibliques de cette préoccupation des Eglises pour les droits de l'homme, le Pasteur Potter a déclaré que ces droits étaient basés sur le droit que Dieu a et exerce sur les hommes. La conception des droits de l'homme qu'a le chrétien remonte à la création, a expliqué le secrétaire général du COE, parce que "Dieu a fait l'humanité à son image", ce qui signifie que "Dieu dans sa liberté a créé un compagnon pour qu'il puisse jouir de sa liberté". Il a aussi créé l'humanité, les hommes et les femmes. "Dans l'unité de l'humanité, il y a le compagnonnage avec les autres qui est la véritable empreinte de l'image de Dieu".

Selon le Pasteur Potter, les droits de l'homme signifient aussi libération pour une vie dans la vérité, la fidélité, la fermeté, l'amour, la justice et la paix, mais aussi la libération afin de prendre part à la mise en valeur, à la conservation et à l'approvisionnement de la terre, pour le bien de tous".

M. Potter a conclu en citant six droits fondamentaux pour lesquels, a-t-il dit, "nous devons lutter aujourd'hui dans les Caraïbes". Il s'agit du droit à des garanties fondamentales pour la vie; à l'auto-détermination et à l'identité culturelle et des droits des minorités; du droit à participer au processus de décision dans la communauté et du droit de n'être pas d'accord". A ce propos, le Pasteur Potter a mis l'accent sur le fait que le dissentiment doit être encouragé et sauvegardé, mais que seuls peuvent en user de manière créatrice ceux qui sont assez clairvoyants pour distinguer les droits de leurs semblables dans l'objectif fixé par Dieu pour tous ceux qui sont prêts à se mettre en avant, comme les prophètes et le Christ l'ont fait. Les deux derniers points auxquels le Pasteur Potter fait allusion concernant le droit à la dignité personnelle et à la liberté religieuse.

(SOEPI)



Cinq ans après le premier rapport au Club de Rome "Halte à la croissance ?", quatre ans après la crise du pétrole, trois ans après être entrés dans la récession, périodiquement alertés par les dangers de la technologie moderne (Minimata, Malville, Seveso), nous sommes aujourd'hui en présence d'un foisonnement de livres, de rapports, de propositions qui ont en commun la constatation que la croissance industrielle anarchique nous a menés à une impasse, et ceci autant dans les pays du Tiers-Monde que dans les pays industrialisés. Alors que faire ? Que faire au niveau mondial ? Que faire au niveau national ? Que faire au niveau personnel ?

Le présent dossier n'a pas la prétention de rendre compte des études et propositions qui ont été faites à ce sujet. Il essaie simplement d'aider ceux qui n'auraient pas le temps de lire ces ouvrages et de voir un peu plus clair dans les problèmes qui nous sont posés si nous voulons sortir de l'impasse où nous a menés la croissance.

BIBLIOGRAPHIE

Rapport Dag Hammarskjöld 1975 : QUE FAIRE ?
Meadows : HALTE A LA CROISSANCE ?
Mesarovic & Pestel : UNE STRATEGIE POUR DEMAIN
R. Garaudy : LE PROJET ESPERANCE
A. Biéler : LA CRISE, QUELLE CRISE ?
Documents des Nations Unies
du Conseil oecuménique
de l'Institut d'études du développement, GE

I. L' IMPASSE DE LA CROISSANCE INDUSTRIELLE

L'industrialisation moderne ne peut résorber le chômage du Tiers-Monde

Le B.I.T. a publié des chiffres qui laissent rêveurs : entre 1970 et 2000, plus de 920 millions d'êtres humains dans le Tiers-Monde (Chine y compris) chercheront de nouveaux emplois. Dans la seule décennie présente (1970-80), 226 millions d'hommes chercheront un emploi. Il faudrait donc créer plus d'emplois en une seule décennie qu'il n'y en a aujourd'hui dans toute l'Europe.

Or, dans l'industrie moderne, il faut compter un investissement de 40 à 80'000 francs par place de travail à créer, non compris le coût de la formation. Si l'on ne compte pour l'industrie des pays sous-développés que 10'000 francs par place de travail à créer et si l'on veut occuper ces 226 millions d'hommes dans l'industrie, il faudrait, en 10 ans, investir :

10'000 fr X 226'000'000 = 2'260'000'000'000 fr.

Cette somme astronomique de plus de 2000 milliards de francs ne pourra jamais être fournie ni par les pays du Tiers-Monde ni par l'aide, ni par les investissements privés (transfert actuel des pays industrialisés vers le Tiers-Monde environ 65 milliards de francs par an).

On peut d'ailleurs douter que l'industrialisation du Tiers-Monde aide à résorber le chômage. Au Brésil, par exemple, la production industrielle, de 1969 à 1972, a augmenté de 58 %, alors que le nombre d'emplois dans l'industrie n'a augmenté que de 10,5 %. Or, comme l'industrie a toujours pour effet de supprimer des emplois traditionnels, il est probable que le chômage a plutôt augmenté que diminué.

Autre exemple : deux presses à plastique implantées en Afrique occidentale permettent de produire 1,5 million de paires de sandales ou de souliers de plastique . 40 ouvriers suffisent à les faire fonctionner, fabriquant ainsi autant que 5000 artisans traditionnels : cordonniers, tanneurs, etc. Ceux-ci utilisaient le cuir fourni par les éleveurs, tandis que le plastique est importé.

Renforcement de la dépendance, des inégalités, des régimes musclés, etc.

Mais ce n'est pas seulement à cause de la faible création de places de travail que l'industrialisation du Tiers-Monde est mise en question. Sans avoir la possibilité d'approfondir chacun d'eux, mentionnons les effets négatifs suivants :

- l'industrialisation rend les pays sous-développés dépendants de la technologie, des capitaux et des experts étrangers; ainsi, si elle permet d'accroître les exportations, elle oblige souvent à accroître davantage les importations (surtout le pétrole),
- elle inonde le marché de produits inadaptés ou inutiles (lait en poudre, gadgets) et décourage la production artisanale (vêtements, etc.),
- effet social: l'industrialisation a pour conséquence l'exode rural qui prive la campagne de ses forces vives et crée une société déracinée dans les villes incapables de digérer le flot continuel de nouveaux venus; les inégalités sont renforcées,
- effet politique : l'industrialisation des pays sous-développés va presque toujours de pair avec le renforcement d'une classe dominante avec laquelle les investisseurs étrangers vont maintenir des liens étroits. Il est certain que ni en Iran, ni au Brésil, ni en Afrique du Sud, ni aux Philippines, les régimes impitoyables en place n'auraient pu se maintenir sans le boom industriel de ces dernières années,
- effet culturel : les produits conçus à l'étranger, même s'ils sont fabriqués sur place, véhiculent de nouvelles valeurs : ce qui est étranger est considéré comme meilleur. Ainsi sont minés l'esprit d'initiative, l'inventivité, la confiance en soi, conditions préalables à n'importe quel développement.

Les limites de l'industrialisation dans les pays développés

L'industrialisation moderne n'est donc pas une solution pour le Tiers-Monde. L'est-elle d'ailleurs pour nous ? Il est évident que sans industrialisation nous tomberions dans une crise épouvantable : toute notre agriculture est mécanisée et dépend d'engrais chimiques; plus de la moitié de nos emplois sont liés à l'industrie. Cependant l'industrialisation se heurte aujourd'hui à des problèmes insolubles.

La première barrière est celle de l'énergie. La crise du pétrole a jeté le monde occidental dans la course à la création de centrales atomiques. D'après le second rapport au Club de Rome, pour couvrir les besoins en énergie du monde avec des centrales nucléaires, il faudrait construire 3000 unités de 8 réacteurs à neutrons rapides, produisant chacun 5 millions de kilowatts. Ces réacteurs durant environ 30 ans, cela signifie que, pour maintenir constante la production d'énergie, il faudrait construire pendant 100 ans deux réacteurs par jour !

Ces 24000 réacteurs nécessiteraient 15 millions de kilos de plutonium 239 par année, dont quelques kilos suffiraient à exterminer l'humanité. Si l'on ajoute à cela les problèmes posés par les déchets ou par le réchauffement, on ne peut que reconnaître avec le Club de Rome que compter sur l'énergie nucléaire, c'est signer un pacte avec le diable !

Les centrales atomiques, c'est un peu le monstre. Mais un de nos instruments les plus familiers, l'automobile, est également un danger considérable pour l'humanité : c'est l'une des plus fortes consommatrices d'acier, de pétrole ... et d'oxygène. Elle produit 20 à 30 % de la pollution de l'air en France, 40 % aux Etats-Unis. Elle est la cause de 2 à 3 % de la mortalité pour l'ensemble des pays industrialisés. Enfin, elle oblige à une grand nombre de constructions, effroyablement dévoreuses d'espaces verts: autoroutes, parkings, etc.

Il faudrait encore, comme Garaudy le fait dans les premiers chapitres du "Projet Espérance", parler des armements (plus de 7 % du revenu mondial y sont consacrés), de la publicité nécessaire pour le fonctionnement du système (20 milliards de dollars par an; chaque numéro dominical du New York Times, qui contient environ 90 % de publicité, représente l'abattage de 15 à 20 hectares de forêt canadienne), etc.

Remarquons d'ailleurs que les pays de l'Est (Chine non comprise) sont autant victimes de l'idéologie de la croissance que l'Occident.

Voilà la situation telle qu'elle apparaît aujourd'hui. On commence depuis quelques années à prendre conscience de sa gravité. Certes la croissance industrielle a contribué dans le passé à résoudre un grand nombre de problèmes de l'humanité, mais aujourd'hui il est incontestable qu'elle en crée plus qu'elle n'en résout. Cependant, face à la crise économique, les gouvernements de quasiment tous les pays du monde (à l'exception peut-être de la Chine) semblent incapables de proposer d'autres remèdes que d'augmenter la production d'énergie (nucléaire en particulier) et relancer la production industrielle. Il est vrai qu'on ne voit guère d'autre solution pour résorber le problème lancinant du chômage.

Et pourtant, il faut en trouver. Plus nous tardons, plus les problèmes deviendront insolubles. Submergés par les questions urgentes, les responsables politiques et économiques abordent en général les problèmes fondamentaux lorsqu'il est trop tard pour changer le cours des événements. Manque de temps et d'imagination ? Certes. Mais il faut ajouter que beaucoup d'hommes au pouvoir ont trop partie liée à la relance de l'économie pour accepter de mettre en oeuvre des solutions contraires à leurs propres intérêts.

Et cependant un certain nombre de solutions sont proposées pour sortir notre monde de sa course infernale.

II. SOLUTIONS PROPOSEES

De la croissance zéro à la croissance organique

C'est en 1972 que le premier rapport au Club de Rome, rédigé par Meadows et son équipe sous le titre "The Limits to Growth" (improprement traduit en français par "Halte à la Croissance ?") lança le débat sur la croissance.

Après avoir examiné, à l'aide de l'ordinateur, les tendances actuelles de l'utilisation des ressources naturelles, de la démographie, de la production alimentaire, de la production industrielle, de la pollution, le rapport arrive à la conclusion que, si l'on ne freine pas de façon énergique la croissance dans tous les secteurs, la catastrophe mondiale est inévitable avant la fin du siècle prochain : épuisement des ressources, famine généralisée, pollution insoutenable, etc.

On a beaucoup critiqué le rapport Meadows : d'abord de n'avoir tenu aucun compte des facteurs socio-politiques, ensuite d'avoir considéré le monde comme un tout monolithique et enfin d'avoir proposé de freiner, voire d'arrêter la croissance globalement, sans différenciation. Ainsi, freiner la croissance en Inde ou en Afrique signifie que les masses pauvres doivent rester pauvres. A ces critiques, le Club de Rome répond que le but du rapport est uniquement de montrer ce qui se passera si les tendances actuelles persistent et si aucun événement imprévu (guerre, cataclysme naturel) ne se produit. Le rapport ne prétend pas être une prophétie. Il est un cri d'alarme, et quelles que soient les critiques qu'on puisse lui adresser, ce cri doit être entendu.

Il fallait aller plus loin. C'est ce qu'ont fait Mesarovic et Pestel, les auteurs du second rapport au Club de Rome "Une Stratégie pour demain" (1974). Contrairement à l'équipe Meadows, ils ne proposent pas d'arrêter la croissance, mais de passer de la croissance anarchique actuelle (comparable à la croissance de cellules cancéreuses) à une croissance organique (comparable à celle d'un corps sain où, selon les stades de développement, certains organes grandissent plus ou moins que d'autres). Au lieu de considérer le monde comme un système unique, ils s'efforcent de tenir compte des différences sociales, économiques, culturelles; aussi ont-ils divisé le monde en dix régions qu'il faut considérer à la fois dans leur originalité et dans leur interdépendance. Enfin, au lieu de se contenter d'annoncer ce qui se passera si les tendances actuelles se poursuivent, ils envisagent plusieurs scénarios : augmentation immédiate/tardive de l'aide, conflit/coopération entre producteurs et consommateurs de pétrole, etc.

Les réponses de l'ordinateur aux questions que lui ont posées Mesarovic et Pestel amènent à la conclusion que seule une action coordonnée au niveau mondial, tenant compte de l'interdépendance de toutes les régions du monde et basée sur la coopération, non sur la menace, est à même de résoudre les problèmes de l'humanité. En outre, plus cette action coordonnée est retardée, plus elle coûtera cher. Elle devra s'exercer dans les domaines de l'aide, de la limitation des naissances, de la recherche de sources d'énergie (la nucléaire étant exclue en raison des dangers ahurissants qu'elle présente), de la politique agricole, etc.

Malheureusement, Mesarovic et Pestel montrent ce qu'il faut faire, mais ils ne disent pas quels sont les moyens pour y parvenir. En effet, comment espérer que l'aide marque une progression rapide alors que la tendance actuelle est à la diminution ? Comment s'attendre à ce que les décisions économiques se prennent du jour au lendemain dans un esprit de coopération ?

En outre, même si le second rapport entre dans davantage de nuances que le premier, il reste beaucoup trop général : C'est très bien de diviser le monde en dix régions, mais aucun compte n'est tenu des disparités à l'intérieur de chaque région ou même de chaque pays. Par ailleurs, il est inutile de demander que l'aide atteigne 500 milliards de dollars si l'on ne précise pas selon quels critères cette aide sera distribuée. Enfin, l'on peut se demander si la notion d'interdépendance n'est pas trop commode pour justifier la division du travail telle qu'elle existe aujourd'hui à l'échelle mondiale.

Bref, si le rapport est extrêmement intéressant et utile en raison des données qu'il contient, et s'il a le mérite de proposer une vision globale des problèmes mondiaux, on ne peut être que très sceptique quant à sa démarche. Les propositions qu'il fait concernent des décisions à prendre au sommet et au niveau mondial. Elles concernent les gouvernements et les organisations internationales : elles ne concernent pas les peuples.

C'est la raison pour laquelle nous proposons d'étudier plus attentivement un autre concept que celui de la croissance organique, celui de "self-reliance". Il n'y a pas contradiction entre les deux concepts, mais la démarche est inverse : au lieu de chercher à planifier le monde, on renverse la vapeur et l'on part des besoins fondamentaux des hommes.

La "Self-reliance"

La traduction la plus juste de ce terme anglais est "le-fait-de-compter-sur-ses-propres-forces". Pour économiser de l'encre et de la salive, on en est venu à utiliser le terme anglais, les puristes de la langue française veuillent nous le pardonner !

Cette notion de self-reliance, il faut le reconnaître, est d'origine chinoise. C'est Mao-Tse-Toung qui a lancé le slogan "Comptez sur vos propres forces". Mais elle est devenue un des thèmes fondamentaux de la discussion mondiale sur le développement depuis la "Déclaration de Cocoyoc". (voir SOLIDAIRE N° 17, fév. 75) et le rapport "Que Faire?" de la fondation Dag Hammarskjöld, (1975). L'intérêt de ces deux textes est qu'ils n'ont pas été rédigés par les représentants des gouvernements (comme la charte du Nouvel Ordre Economique International) ni par les représentants des pays industrialisés (comme les travaux du Club de Rome) mais par des experts indépendants, en majorité ressortissants du Tiers-Monde.

Pour ceux-ci, le développement n'est pas le développement de l'économie, mais le développement de l'homme. Au cours de ces trente dernières années, le produit mondial brut a triplé, alors que la population augmentait à peine de deux tiers. Malgré cela, le nombre d'êtres humains atteints par la pauvreté absolue a augmenté vertigineusement. On voit donc bien clairement que le problème n'est pas de produire davantage, mais de réorienter et de distribuer plus équitablement la production.

C'est pourquoi l'exigence N° 1 pour le rapport "Que Faire?" ne sera pas la production, mais la satisfaction des besoins élémentaires. Ceux-ci sont au nombre de quatre: nourriture, logement, santé, éducation. A ces besoins matériels, exprimés en calories, en infrastructure (hôpitaux, écoles) en personnel, etc., il faudrait ajouter les besoins non-matériels, mais il est beaucoup plus difficile de les définir de façon universelle, car les valeurs ne sont pas les mêmes d'une culture à une autre.

Mais on peut cependant dire que tous les hommes ont besoin d'une certaine liberté d'expression et de création, d'une certaine forme de vie communautaire, d'un certain droit de participation aux décisions qui les concernent, etc.

Pour combler l'écart entre les riches et les pauvres, la plupart des experts n'ont rien trouvé de mieux jusqu'ici que de proposer aux pays en voie de développement les techniques des pays industrialisés. L'expérience a montré que l'introduction de techniques non maîtrisables par ceux qui doivent les utiliser a en général aggravé la dépendance des périphéries à l'égard des centres et a accentué les inégalités. Non pas que les sociétés africaines ou asiatiques ne doivent pas se développer techniquement - personne ne préconise un retour à l'âge de la pierre - mais il faut que l'innovation technique vienne de l'intérieur du peuple car, tant qu'elle sera introduite de l'extérieur, elle ne profitera qu'à une minorité dont la prospérité sera totalement dépendante de l'étranger, et l'esprit d'initiative du peuple sera paralysé, puisque toute tentative de trouver des solutions propres sera dépassée par les moyens techniques importés.

"Si le développement est le développement de l'homme en tant qu'individu et être social, il doit prendre appui sur ce dont un groupe humain dispose : son environnement naturel, son héritage culturel, la créativité des hommes et des femmes qui le constituent, enrichis par l'échange avec d'autres groupes. Il entraîne la définition autonome de styles de développement, de styles de vie."

"Un tel développement est propre à stimuler la créativité et conduire à une meilleure utilisation des facteurs de production. Au sujet de chaque produit, elle fait poser la question non de savoir "combien pouvons-nous obtenir par l'échange ?", mais "combien pouvons-nous produire nous-mêmes ou avec les autres ?"

La self-reliance n'est pas l'autarcie

Ainsi, pour le rapport "Que Faire ?", ce n'est pas en augmentant les échanges économiques et techniques avec les pays du Tiers-Monde qu'on les développera, mais c'est en les réduisant au minimum.

Cependant, self-reliance ne signifie pas autarcie. L'autarcie est le régime économique qui se passe totalement d'échanges avec l'étranger. Même la Chine, en dépit de ses immenses ressources, n'a jamais pu vivre en autarcie complète. A combien plus forte raison est-ce impossible pour les micro-Etats africains. La self-reliance ne signifie pas que l'on n'achètera rien et que l'on ne vendra rien à l'étranger, mais elle signifie que, lorsqu'un besoin se fait sentir on cherchera d'abord à y répondre avec les ressources locales.

Exemple : voici une population agricole : elle peut satisfaire ses besoins en céréales, mais il lui manque des protéines. Elle vendra donc un certain surplus agricole pour pouvoir acheter la viande dont elle a besoin. Mais, jusqu'à présent, on a fait l'inverse; on a dit : voici une région agricole particulièrement propice au coton ou à l'arachide. On forcera donc les paysans à cultiver ces produits dont l'exportation fournira les devises nécessaires à la classe dirigeante, quitte à devoir en consacrer une partie à acheter du riz ou du blé.

Autre exemple : au lieu d'importer des engrais et des pompes pour l'irrigation, avec le pétrole nécessaire pour les faire fonctionner, la Chine a réussi à mettre sur pied une production d'engrais et d'énergie typique de la self-reliance par le ramassage de tous les déchets végétaux, animaux et même humains. En les laissant se décomposer, on obtient un gaz, le méthane, avec lequel on peut faire marcher des pompes et mêmes certains camions, et le résidu constitue un engrais de bonne qualité. Le rendement industriel est sans doute relativement faible, mais cette technique ne coûte presque rien, est accessible à tous, fournit du travail et surtout est très bénéfique pour l'environnement.

Un pays qui cherche à vivre en état de self-reliance ne renoncera pas à tout commerce ou à tout investissement étranger, mais il les subordonnera aux besoins des habitants. En outre les échanges devront se faire de préférence avec les pays qui sont au même niveau technologique ou presque. Echanger ducafé contre des ordinateurs augmentera toujours la dépendance à l'égard de celui qui produit les ordinateurs. La self-reliance signifie donc une intensification du commerce des pays du Tiers-Monde entre eux et une diminution du commerce entre pays du Tiers-Monde et pays industrialisés.

Self-reliance = pouvoir à la base

"Cependant, la self-reliance ne prend tout son sens que si elle est enracinée au ras du sol, que si les communautés locales sont en mesure de l'exercer. On peut en effet imaginer - et parfois observer - le cas d'une classe dirigeante d'un pays du Tiers-Monde, appartenant ou non à l'OPEP, améliorant ses relations économiques avec le monde industrialisé grâce à l'application de la self-reliance nationale ou collective et alourdissant en même temps sa domination sur son propre peuple. La self-reliance ne va pas sans réformes des structures donnant aux plus pauvres les moyens d'améliorer leur sort."
(Que Faire ? p. 35)

Ainsi le concept de self-reliance peut être mystificateur dans la mesure où l'on ne le lie pas, comme c'est le cas en Chine, à la lutte des masses pour se libérer de toute domination. C'est donc tout autre chose qu'un appel au peuple à se retrousser les manches, à produire plus par lui-même, comme l'ont fait Hitler, Mussolini et tant d'autres. La self-reliance doit être un moyen pour les classes opprimées non de produire ce dont les classes dirigeantes ont besoin, mais de prendre le contrôle de la production.

Enfin, il ne faut pas oublier la dimension culturelle de la self-reliance. Tant que les programmes scolaires, les journaux, les programmes de radio et de télévision, les disques et les films, ou même les cultes, seront inspirés ou importés de l'étranger, la dépendance à l'égard des moyens de production étrangers est inévitable. Cela ne signifie pas que des échanges culturels ne soient pas souhaitables. Des échanges, oui, mais pas l'imposition d'une culture à une autre.

Pour terminer, il faut affirmer bien clairement que la self-reliance ne signifie pas : absence de solidarité, chaque groupe humain travaillant pour soi. Au contraire, il faut une solidarité accrue pour imaginer des solutions qui permettront de diminuer la dépendance. Et ces solutions peuvent coûter cher !

III. UN NOUVEAU STYLE DE VIE

Il n'y a aucun doute que la self-reliance ne sera jamais acceptée par les pouvoirs économiques et politiques dont elle heurte les intérêts les plus évidents. C'est pourquoi ce concept, si raisonnable soit-il, est en réalité révolutionnaire, autant à l'égard du régime capitaliste que du régime socialiste soviétique. Pas plus que pour la croissance organique nous ne pouvons dire comment la self-reliance peut être appliquée à grande échelle. En revanche, nous pouvons et devons examiner quelles en seront les conséquences pour notre style de vie, à nous habitants des pays développés (voir Rapport "Que Faire ?", p. 45-47, A. Biéler :"La Crise, Quelle crise ?" et le rapport de l'Assemblée de Nairobi du C.O.E.

Si l'économie de notre pays doit se fixer comme objectifs prioritaires :

- la satisfaction des besoins fondamentaux de notre population,
- la solidarité avec les peuples pauvres, considérés non comme fournisseurs de matières premières ou clients, mais comme êtres humains,
- le respect de l'environnement et une utilisation modérée de matières premières et d'énergie,

il est clair que nous devons être prêts à vivre autrement.

Or sommes-nous prêts
- à voir diminuer notre revenu ?
- à manger moins de viande ?
- à n'utiliser notre voiture privée que lorsqu'il est impossible de prendre les transports en commun ?
- à moins utiliser les appareils divers (machines à laver, tondeuses à gazon, etc) ?
- à faire en commun autant de choses que possible (en particulier l'organisation des loisirs) afin d'économiser de l'argent, du matériel, de l'espace, du chauffage ?
- à acheter de préférence des produits de longue durée, fabriqués avec peu d'énergie, non nuisibles à l'environnement et dont la production ne s'est pas faite au prix de l'exploitation ?
- à payer davantage d'impôts pour donner à l'Etat les moyens de promouvoir une croissance qualitative et de favoriser les reconversions nécessaires ?
- etc...

Nous devons nous poser ces questions parce qu'il est absurde de réclamer des changements si nous ne sommes pas disposés à en payer le prix. Il faut que nous sachions que notre niveau de vie actuel repose sur un appauvrissement ET des populations pauvres ET de la nature, autrement dit sur un appauvrissement des générations futures. Si un jour cet appauvrissement cesse, notre niveau de vie diminuera.

Nécessité d'une action sur le plan politique

Malheureusement l'inverse n'est pas vrai : ce n'est pas en diminuant volontairement notre niveau de vie que l'appauvrissement du monde cessera. C'est une funeste erreur de croire que les changements de structures résulteront automatiquement des changements individuels.

C'est pourquoi chacun des renoncements que nous sommes prêts à consentir doit être accompagné d'une exigence et d'une action politique :
- diminution de mon revenu : oui, si c'est pour assurer le plein emploi et si les travailleurs ont un meilleur contrôle sur les revenus de l'entreprise,
- manger moins de viande : oui, si le fourrage et les céréales économisés sont véritablement utilisés pour nourrir les affamés,
- renoncer à ma voiture privée : oui, si les pouvoirs publics mettent sur pied une véritable politique des transports,
- faire davantage de choses en commun exige que les pouvoirs publics mettent à disposition des lieux, du temps des animateurs, etc.
- payer davantage d'impôts : oui, si l'Etat veille à la satisfaction des besoins fondamentaux et pas seulement à mettre l'huile dans les rouages économiques.

Cette prise de conscience de la nécessité d'une action politique est indispensable si nous ne voulons pas que la réflexion engagée maintenant dans de très nombreux groupes sur les nouveaux styles de vie n'apparaisse comme une idéologie individualiste et ascétique.

D'ailleurs il est faux de croire que "nouveau style de vie" est synonyme d'ascétisme et de privations. Certes les changements nécessaires risquent d'être douloureux, mais ils seront aussi libérateurs. Ils sont la condition nécessaire pour que nous découvrions de nouveaux rapports humains. Moins gavés, moins cloisonnés dans nos voitures privées, moins nivelés par les distractions de masse, plus responsables de l'éducation, de la santé, des loisirs de nos proches, nous aurions une meilleure qualité de vie alors même que notre niveau de vie baisserait. Une certaine pauvreté (si elle n'est pas accompagnée d'humiliation) doit être considérée non pas comme un obstacle mais comme une condition pour la réalisation de soi et pour la découverte des autres.

Conclusion

Il était sans doute téméraire d'aborder dans ce dossier tant de problèmes différents. "Croissance organique", "Self-reliance", "Nouveau style de vie", voilà des concepts fort divers et qui mériteraient chacun une étude. Mais il importe aussi de montrer que le débat sur la croissance interpelle l'humanité à tous les niveaux. La planification mondiale n'a pas de sens si elle ne tient pas compte de la satisfaction des besoins fondamentaux. Nous ne pouvons préconiser un développement équilibré sans être prêts à changer notre style de vie. Mais nous ne pouvons non plus lutter contre l'idéologie de la croissance dans notre vie personnelle sans nous engager dans une lutte solidaire avec tous les opprimés du monde.

François de Vargas

Septembre 1976, paru dans «SOLIDAIRE», bulletin de l'Association pour la Déclaration de Berne.

Naissances :

- Catherine, au foyer Louis Bessi, ORIPH, 1962 Pont-de-la-Morge, le 20 août 77
- Delphine, au foyer Bernard Quillé, Mission de Mindjil, BP 97, Kaélé, Nord Cameroun
- Olivier, au foyer Luigi Spinato, PNUD, BP 1490, Bujumbura, Burundi, le 13 nov. 77
- Thomas, au foyer J.-M. Mariau, St Maurice de Tavernole, F. 17500 Jonzac, le 26 nov. 77
- Aymeric, au foyer Albéric Fauvain, Les Champs Devant, F. 74800 Pers-Jussy, le 28 nov. 77
- Sabine-Hélène, au foyer Roberto Persico, 4 rue de Gandouget, F. 78310 Flancourt, le 1er déc. 77
- Adeline, au foyer Marcelin Aubry, Imprimerie de Kabgayi, Rwanda, le 2 déc. 77
- Vincent, au foyer Alphonse Egger, CCA, BP 84, Maroua, Nord Cameroun, le 2 déc. 77
- Gabriel-Michel, au foyer Francis Bise, Ch. des Peupliers, 1896 Vouvry, le 19 déc. 77

Mariages :

- Kathleen Harradine et Michel Groues, Les Queras, Etoile, F. 28000 Portes-lès-Valences
- Dario Maggini et Victoria Nsorh, le 5 déc. 77, 96 rue des Parcs, 2000 Neuchâtel
- Olivier Favre et Gisberta La Harpe, le 10 déc. 77, 11 Ch. des Pyramides, 1007 Lausanne
- Michel Joly et Nelly Michel, le 17 déc. 77, 22 rue Grimoux, 1700 Fribourg
- Claudio Caffi et Brigitte Chidaine, le 22 déc. 77, ETC, BP 516, N'Djamena, Tchad

Décès :

- Auguste Noesberger, le 20 nov. 77 à Payerne, 12 rue des Vernes, père d'Edith, notre ancienne collaboratrice au secrétariat au retour de ses engagements en Guinée et en Hte-Volta. M. Noesberger assurait régulièrement depuis plusieurs années l'expédition du bulletin Interrogation. L'équipe du secrétariat regrette profondément ce collaborateur agréable et dévoué, rapide et consciencieux. Dans l'ombre, mais avec une bonne humeur constante, il s'acquittait d'un travail ingrat, avec efficacité. Nos lecteurs auront une pensée, une prière pour le disparu.
- M. Pierre Yerly, le 16 déc. 77, père de Romain, récemment rentré du Tchad, le Pratzet 1711 Treyvaux.

Voeux perpéruels :

- Gilberte-Myriam Vaucher, de Torny-le-Grand, ancienne volontaire FSF à Yaoudé, au Cameroun, a prononcé ses voeux perpétuels, le 8 déc. 77, à l'Oeuvre St Paul, à Bujumbura.

Ils ont terminé leur contrat :

- Joseph Emmenegger, mécanicien sur autos au garage de Pala (tchad) et Yagoua (Cameroun) pour former des mécaniciens du pays dans les ateliers de la Mission. Actuellement : Hôtel Mariental, 6174 Sörenberg.
- Foyer Louis et Elisabeth Allaz, rentré le 11 nov. 77 de Dibwangui, Gabon, à la suite de l'assassinat d'un religieux spiritain qui a entrainé la fermeture de la Mission. Actuellement : c/o Emile Longchamps, 1040 Echallens.
- Annie Frei a formé des laboratines à l'Hôpital de Jenda, Burundi. Actuellement : 110 Oberdorf, 5266 Wölflinswil.

Ils sont partis :

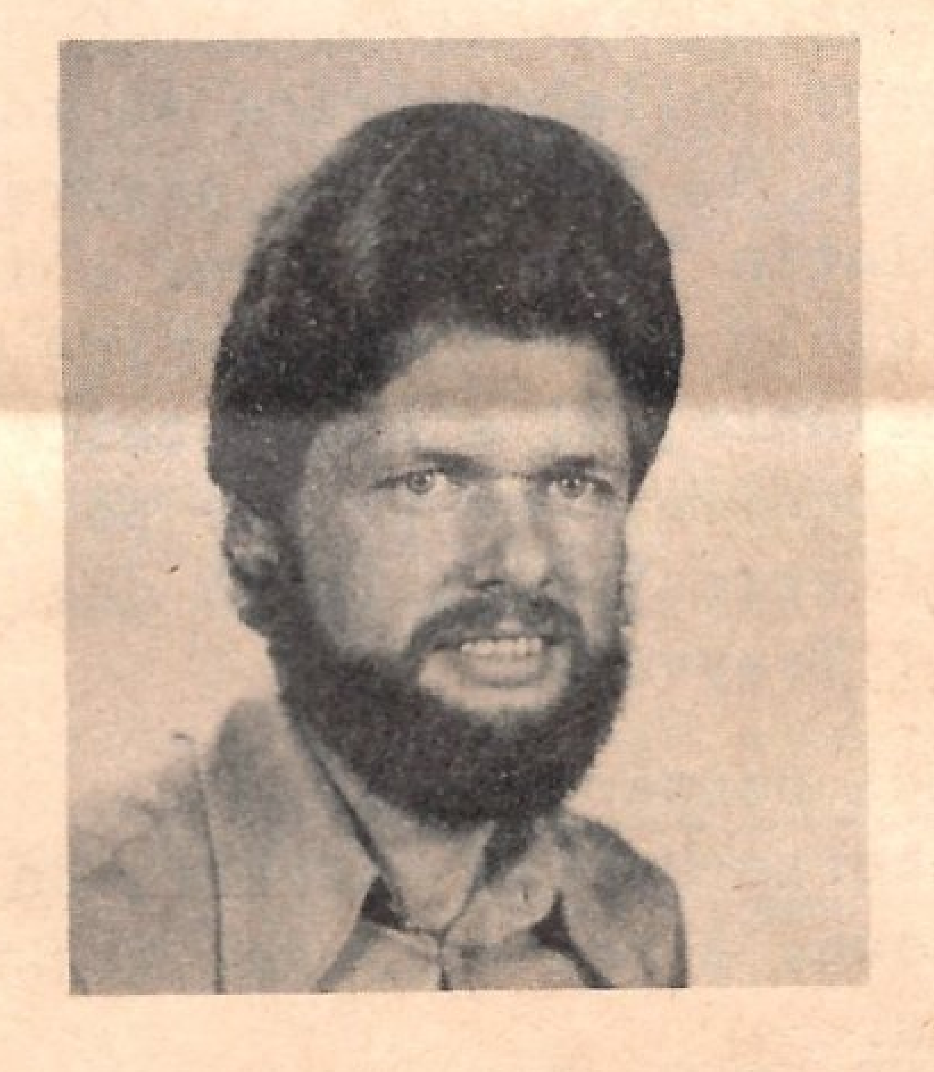
- le 21 janvier 78, Anne-Marie Pillonel, de Fribourg, infirmière et sage-femme, partira pour l'Hôpital de Tokombéré, BP 74, Maroua, Nord-Cameroun, pour y former des sages-femmes et des matrones du pays.



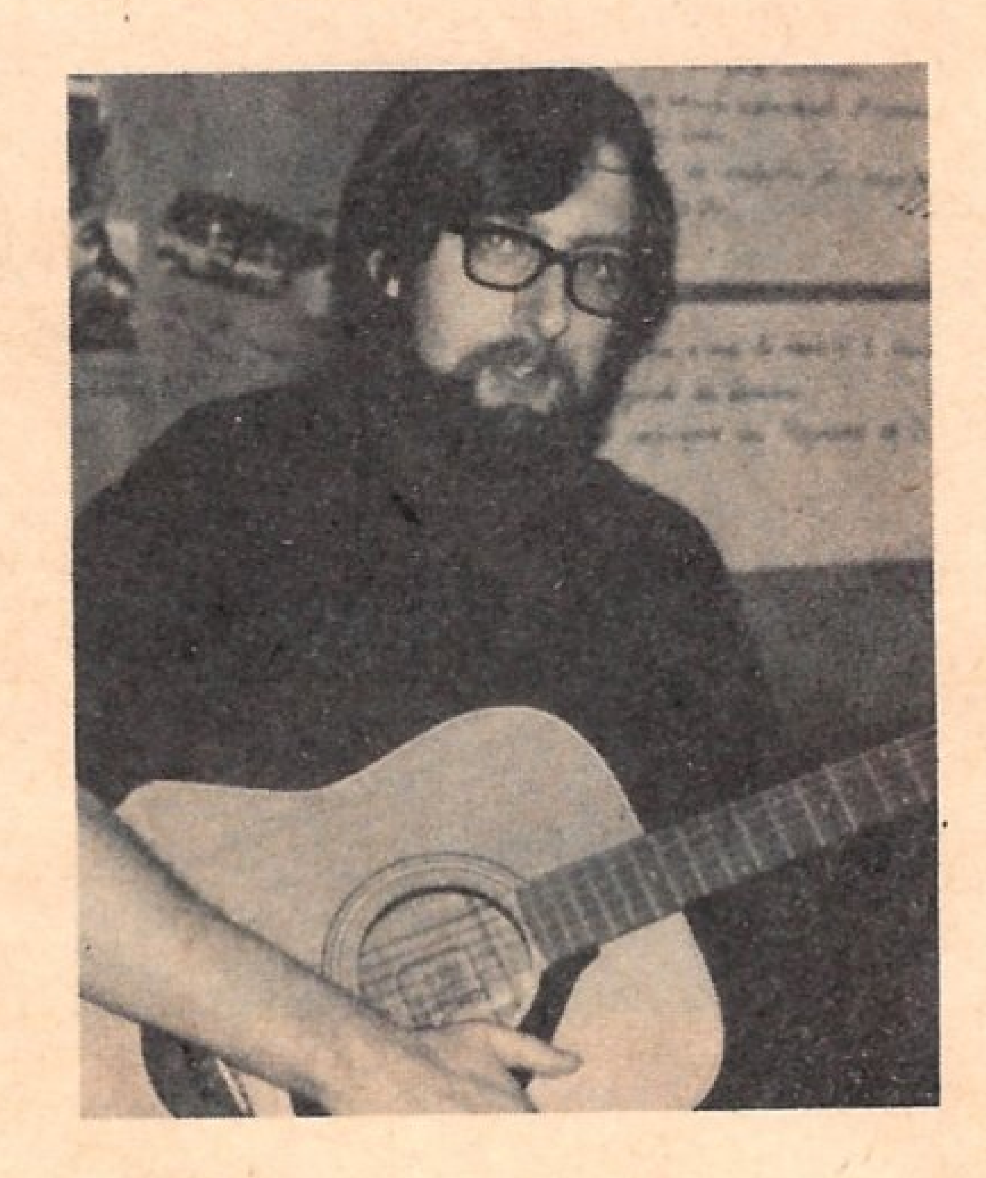
- Le 20 janv. 78, l'équipe de Progreso formée de *(voir photo de g. à dr.)* : Joëlle et Pierre-Yves Moret, P. Bernard Dunand, Jean-Pierre et Sébastien Bongard, Nicole Moret, Hélène Bongard Ces deux Foyers fribourgeois forment une équipe de vie avec le P. Dunand, de la société missionnaire de Bethléem, Immensee. Ils partent à Progreso, Equateur (Aptdo 254, Curia Arzobispal, Guayaquil, Equateur), pour travailler ensemble à un projet polyvalent : Pierre-Yves, assistant social, formera des animateurs sociaux à travers une éducation pratique. Nicole, assistante sociale, animera le secteur jeunes et le travail social auprès des familles. Jean-Pierre, médecin, s'attachera à l'éducation sanitaire préventive. Hélène, enseignante secondaire, se vouera à l'alphabétisation, notamment chez les adultes. Avec le prêtre Bernard, l'équipe doit susciter une communauté chrétienne capable de forger son propre avenir dans le domaine de la foi, moteur de la vie et du travail.

- Le coordonnateur de Frères sans Frontières et d'Interteam au Cameroun et au Tchad, a rejoint sa zone d'affectation. Michel Rhême aura son domicile : BP 167 à Maroua, Nord Cameroun.

→



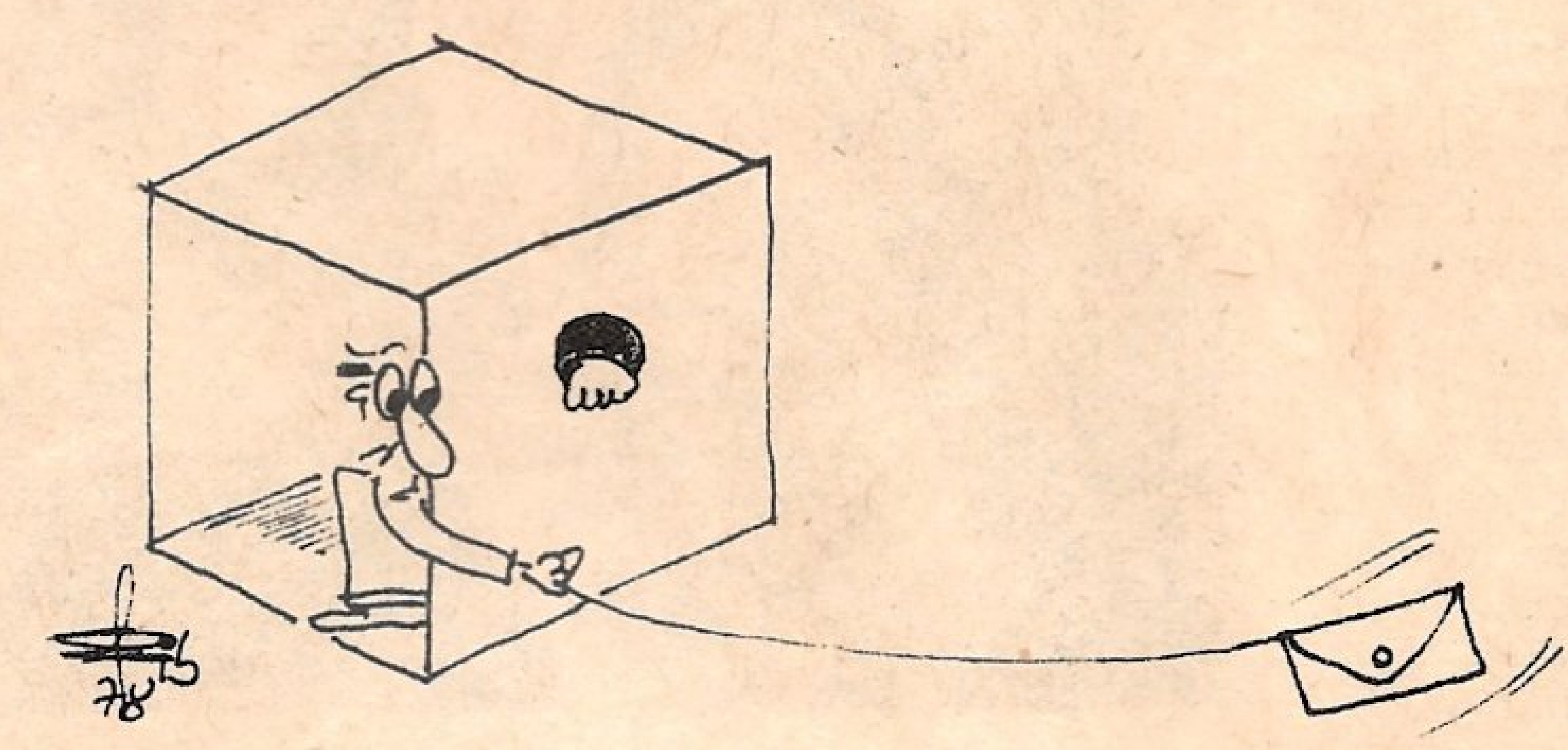
- Une équipe polyvalente partira en Haïti, en liaison avec la société missionnaire Bethléem d'Immensee. Le Père Georges Conus, jeune prêtre de cette société, aumônier de l'équipe FSF du Jura, partira avec Mademoiselle Marie-Antoinette Bourguet, aide familiale à Moutier, au début de février 78, pour la Mission de Bombardopolis, Haïti W.I. Cette équipe de pastorale et de développement sera complétée par un troisième volontaire dans quelques mois; elle rejoint une équipe de Haïtiens déjà au travail dans la région. Marie-Antoinette sera plus spécialement chargée de la formation d'animatrices rurales et d'activités de promotion féminine.





GILBERT vient de participer dans les vallées vaudoises du Piémont à une session réunissant les membres des Eglises réformées de Suisse, de France, d'Italie et quelques représentants du Tiers-Monde.
Les notes illustrées qui suivent nous semblent devoir intéresser les lecteurs d'INTERROGATION.

Grâce à la session de la CEVAA à Torre Pellice, à laquelle nous avons participé, nous avons perçu une nouvelle vision de l'Eglise et de sa mission, qui s'impose à nous.
Nous avons envie de vous transmettre parmi nos découvertes ce qui suit :



- Nous avons été frappés par le schéma dualiste qui prévaut dans l'Eglise, qui sépare les hommes, les groupes. Il y a ceux du "dedans" et ceux du "dehors"; cela crée des cloisons favorisant les jugements et détruisant les relations. De plus, nous sommes constamment tentés de plutôt attirer les autres chez nous, dedans, plutôt que de les retrouver; que de nous retrouver chez eux, avec eux.

- Au sein même de l'Eglise, cette notion semble avoir de mêmes racines dans la relation laïcs-pasteurs. Le cloisonnement a souvent été relevé et la complémentarité effective soulignée et souhaitée.
A torre-Pellice, ni l'animation, ni les discussions, ni les cultes ne furent cléricaux. Cette perspective nous semble encore à développer dans la vie de notre Eglise.

- Evidemment le thème des étrangers a été abordé. Là encore nous avons remarqué que l'étranger ou le marginal est repoussé en général loin d'un centre qui serait la paroisse. L'étranger (l'étrange) reste d'ailleurs de lui-même à l'écart, "acceptant" la règle du dedans et du dehors.

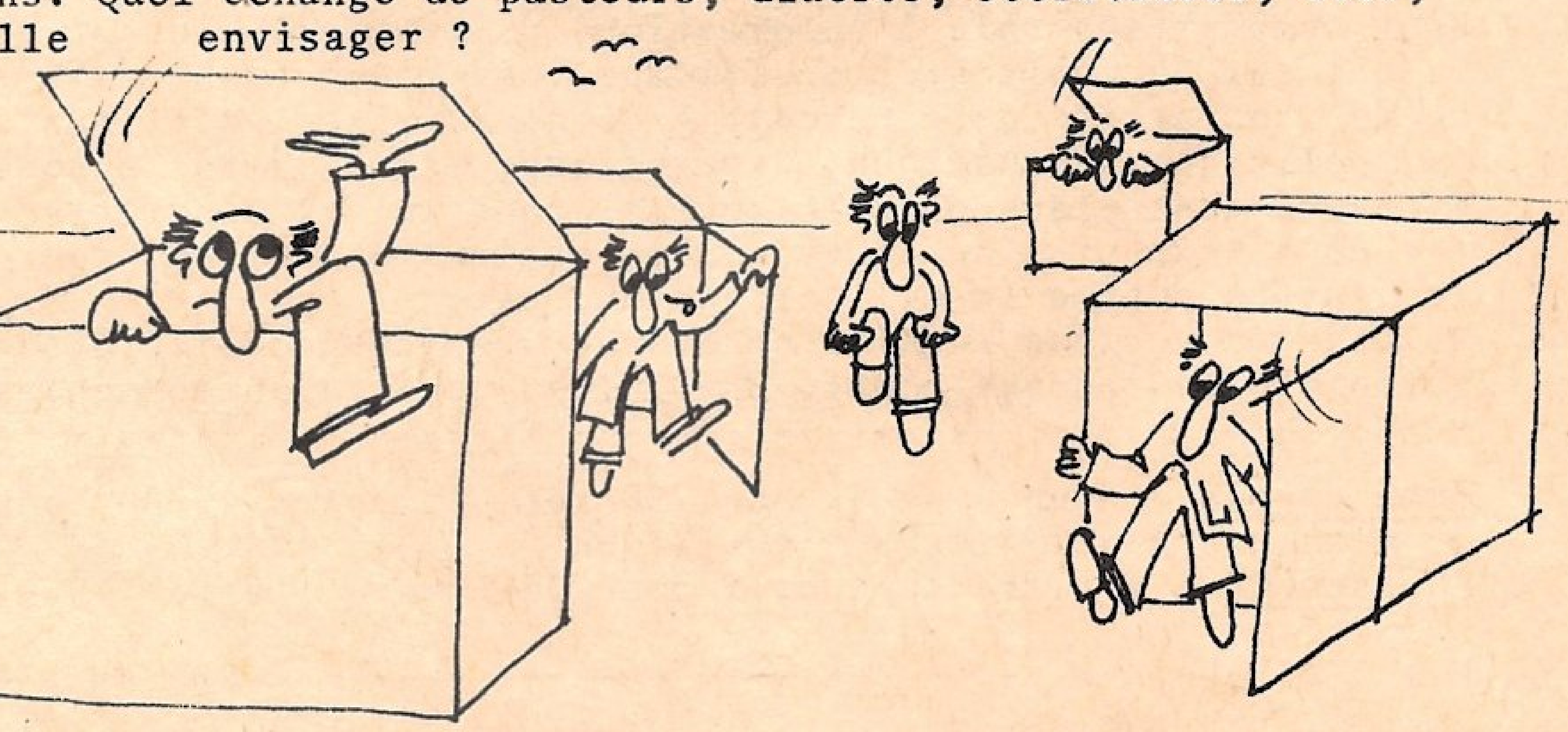


Nous avons aussi remarqué que les chrétiens qui s'engagent hors de la sphère paroissiale (politiquement ou non) ont de la peine à trouver une place dans cette sphère.

Nous pensons que ces chrétiens sont des relais qui peuvent nous aider à dépasser les limites du dualisme "dedans-dehors" et qu'ils mériteraient d'être davantage encouragés.

- Pris dans ce courant, nous pensons fermement que nous devons nous contraindre, par des faits concrets, à rompre des habitudes qui cloisonnent nos existences et cantonnent l'Eglise à un secteur de plus en plus réduit. Nous devons trouver des moyens pour transformer notre situation actuelle.
Par exemple, nous pensons qu'être confrontés à des hommes et des femmes d'autres cultures nous aide également à nous rencontrer nous-mêmes et à nous ouvrir. Les paroisses, les directions d'Eglises, etc. devraient chercher les moyens de favoriser l'échange d'hommes et de femmes venant d'outre-mer, pour un ou deux ans. Quel échange de pasteurs, diacres, secrétaires, etc., votre paroisse, votre Eglise peut-elle envisager ?

Nous avons passé beaucoup de temps pour faire la connaissance de chaque participant (3 jours sur les 10 que comptait la session).
Nous avons expérimenté que le temps passé à la présentation de la vie des autres contribue à briser les barrières qui nous séparent.
Nous souhaitons que les membres des conseils, des commissions et autres organes de l'Eglise prennent le temps de faire la même expérience enrichissante.



La délégation Suisse

*** DEPART d'un volontaire pour la Suisse Romande !



Pascal Tharin de Cernier (NE), volontaire engagé par EIRENE international, a commencé début février son service auprès du Centre Martin Luther King à Lausanne. Sa femme et ses deux enfants collaborent en soutenant complètement l'option de Pascal : celle de s'engager un an et demi au service de la paix et de la non-violence chez nous. De formation technique, Pascal est objecteur de conscience et a accepté d'aider EIRENE à manifester clairement sa politique de travailler chez nous aussi à une transformation de notre terre en un monde plus respirable, plus juste, plus humain... c'est le pendant de notre travail outre-mer.

Que tous ceux qui approuvent une telle option nous soutiennent. Cela signifie que, si nous obtenons relativement facilement des fonds pour notre travail dans le Tiers-Monde, rares sont ceux qui veulent financer notre travail ici. Pour ce poste de Lausanne, EIRENE-Suisse doit trouver fr. 5000.-. Aussi lançons-nous à l'occasion du départ de Pascal Tharin un appel financier à tous nos sympathisants. Remplissez et retournez-nous le coupon ci-dessous.

1er coupon : à envoyer à EIRENE, Case postale 12 - 2o13 Colombier

Je vous prie de me faire parvenir un carnet de 12 bulletins verts portant la mention "Solidarité-Travail - CH" dont le montant intégral sera versé sur le compte du volontaire à Lausanne.

Nom : -- Prénom : --

Adresse : --

Signature : --

*** PRESSE NON-VIOLENTE

Deux événements marquent ce début d'année sur le plan de la presse marginale. Il s'agit tout d'abord de la fusion de deux journaux suisses : le Résistant à la Guerre (organe de l'IRG) partie française et Combat Non-Violent (organe de la Fédération romande des Mouvements Non-Violents et du Centre Martin Luther King) : LE REBROUSSE-POIL, mensuel d'action non-violente, de réflexion et de contre-information.
Avec la non-violence comme thème et spécificité centrales, LE REBROUSSE-POIL abordera des sujets tels que l'information et la formation non-violentes, les programmes constructifs et alternatifs d'une non-violence politique, l'autogestion, l'écologie et l'antinucléaire, l'objection, l'antimilitarisme, le service civil, l'éducation, la contre-culture...

2ème coupon : à envoyer au Centre Martin Luther King, Béthusy 56 - 1012 Lausanne

Je m'abonne au REBROUSSE-POIL (10 numéros par an)
Abonnement : 20 à 50 fr. selon les revenus (CCP : 10 - 22368).

Nom : -- Prénom : --

Adresse : --

Signature : --

*** Le Man (Mouvement pour une alternative non-violente) (France) lors de son dernier congrès a décidé de publier son propre journal. Nous saluons cette parution avec joie !
Pour remplir son rôle d'information, d'interpellation et de proposition, le Man crée un journal dont le but est de confronter au fil des mois l'événement à la théorie de l'action non-violente. L'analyse de l'actualité doit permettre de construire les éléments de la stratégie de transition - culturelle, politique, économique, énergétique, etc. - vers le socialisme autogestionnaire.
Trouvera donc place dans ce journal tout ce qui concrétise les alternatives non-violentes et qui contribue à leur mise en oeuvre : les actions de désobéissance civile, les luttes ouvrières, écologiques les luttes contre la militarisation, etc.
Relais des actions locales en France, ce journal s'efforcera d'établir des liens de solidarité internationale en rendant compte des luttes non-violentes menées à l'étranger.

3ème coupon : à envoyer au Man, 20 rue Dévidet - 45200 Montargis (France)
Je m'abonne à NON-VIOLENCE POLITIQUE
Abonnement : à titre indicatif pour la France : fr.f. 40.- / Chèques à l'ordre du MAN, CCP 7185A - La Source

Nom : -- Prénom : --

Adresse : --

Signature : --

Daniel Gerhard
Collège Evangélique Libamba
BP 41
Makak (Cameroun)

Libamba, Noël 1977

Bien chers amis,

Depuis quelques semaines, les hérons blancs sont revenus : c'est la fin de la saison des pluies. Nous avons cependant subi une dernière "offensive du froid"; par un fait extraordinaire, le thermomètre est descendu à 19 degrés ! Et les Africains d'arriver avec des pulls, les Africaines avec des foulards sur la tête, et tout le monde parle du froid. Les vieux se plaignent : "Y a plus de saisons !"...

Libamba ? C'est un collège perdu dans la brousse, mais dont la bonne réputation va loin à la ronde. Depuis quelques années, cependant, il doit faire face à des difficultés croissantes : manque d'argent, manque d'enseignants. C'est ainsi que, faute de professeurs, on a dû se séparer avec regret d'un nombre important d'élèves : près du tiers des effectifs ! Contraint de prendre ces mesures, notre collège a mis le doigt dans un engrenage dangereux. Moins d'élèves, c'est aussi moins de ressources. Et le collège en a tant besoin : les murs se lézardent; le mobilier est délabré; sur trois générateurs, un seul fonctionne encore, et quand il tombe en panne, plus d'électricité, donc plus d'eau non plus, puisque les pompes...

Vous parlerai-je enfin du laboratoire que l'on m'a confié ? Une décharge municipale ! Faute de personnes compétentes pour son entretien, il s'est peu à peu délabré; les produits chimiques sont presque tous inutilisables; les machines sont rongées par la rouille; les préparations microscopiques ont fondu sous l'effet de la chaleur... Que d'heures de travail patient et de bricolage subtil pour tirer de ce chaos un ampèremètre qui fonctionne, une demi réaction d'électrode, autant dire rien. Car évidemment, dans la situation actuelle, il est impensable d'envisager des achats d'importance.

Tout ceci pour vous prouver, si besoin était, combien la notion de volontariat a encore un sens dans des cas bien précis comme celui de Libamba. Car le fait est que ce collège mérite un appui soutenu et inconditionnel. Situé dans ce que le gouvernement du Cameroun qualifie de "3ème zone", c'est à dire la brousse, il est encore irremplaçable. Sa fermeture signifierait pour de nombreux jeunes de la région l'arrêt définitif de leurs études. Pour ce qui est des effectifs du corps enseignant, le problème pourra être résolu d'ici une ou deux années, cela ne fait aucun doute. Mais du côté finances...

De moi, que vous dirai-je ? Que malgré le travail débordant auquel je suis astreint, je suis heureux comme jamais je ne l'ai été de mon existence. Eh oui ! L'Afrique, ou plus exactement les Africains, m'ont définitivement conquis. Comment vous exprimer ce que je ressens ? C'est impossible !

Je me contenterai de quelques anecdotes éparses. Je suis sous la douche. On frappe à ma porte. Ce sont quelques-uns de mes plus petits élèves, âgés de 13 ans. Ils entendent l'eau couler. M. Gerhard est là, donc on entre ! Filles et garçons, après s'être assurés sans discrétion aucune que l'anatomie masculine des Européens est en tous points comparable à celle des Africains, se dirigent vers le garde-manger où ils savent qu'il y a en permanence du chocolat pour eux. Je fais part à une de mes jeunes collègues africaines de ce sans-gêne. Elle me répond simplement : "Ils vous aiment bien !" Là où je voyais du sans-gêne, une Africaine voit une preuve d'affection. Çà, c'est une leçon, non ?

Je balaye avec énergie l'entrée de ma maison. Mes voisins sourient : "On voit que tu es suisse !"... "On te voit toujours avec un balai dans les mains !" Nous avons ouvert un club de karaté (bien sûr, voyons !). Comme nous ne disposons pas de salle de gymnastique, nous avons défriché un bout de brousse à la machette. Les élèves m'observaient à la dérobée et s'amusaient fort de ma maladresse à manipuler cet engin. Je me rattrape en les regardant exécuter maladroitement leurs premiers mouvements de karaté. Nous avons baptisé notre club "Bikaïe-dojo". Bikaïe signifie en bassaa : la brousse. Dojo est un mot japonais désignant "le lieu où l'on cherche la Voie".

Ceux qui ont participé aux stages de Longirod, au printemps dernier, se souviennent peut-être de l'énergie que je mettais à défendre le respect intégral de la pensée magico-religieuse traditionnelle, pour autant que celle-ci ne soit pas à l'origine d'injustice ou de cruautés. Mon séjour ici me confirme le bien-fondé de ce respect. Ridiculiser les gens qui y croient, et ils sont la majorité même au collège, c'est piétiner leur sensibilité la plus profonde. Un exemple ? Un garçon de 14 ans vient me trouver. Il est rongé d'inquiétude. Fils unique, il est convaincu que ses parents sont devenus stériles parce que victimes d'un sort (une affaire de jalousie), et il pense que ce sort s'est transmis à lui. Ma première réponse est, comme vous pouvez vous y attendre, une réponse de biochimiste : une simple analyse que je pourrais faire moi-même malgré l'état de mon laboratoire... Bien évidemment, des arguments de cet ordre ne suffisent nullement à le convaincre; il objecte : "cela ne prouverait rien !", et peut-être a-t-il raison (je pense ici aux théories psychosomatiques). Je suis donc obligé d'entrer dans le même terrain que lui. Je me souviens avoir lu dans un ouvrage ésotérique chinois que deux grandes lois régissent l'occultisme : la première est que celui qui se sert de la magie pour faire le mal voit tôt ou tard ce mal se retourner contre lui; la deuxième veut que ce mal ne puisse en aucun cas atteindre un être pur. Et un enfant, n'en déplaise aux puritains, appartient incontestablement à cette catégorie. Ce sont là les deux arguments qui ont eu raison des craintes de mon jeune confident !

La vie est dure, ici, sur le plan matériel. Je vis quasiment "à l'africaine", non par goût de l'exotisme, mais par nécessité absolue. Mais je remercie Dieu chaque jour de m'avoir fait connaître les Africains, et de m'avoir donné les moyens de les aimer et de m'en faire aimer.

Cordialement à vous.

Daniel Gerhard

AU TOGO, LE CENTRE ET LA PERIPHERIE

Cette année scolaire a commencé pour moi d'une manière tout à fait différente de l'année passée. Il y a des raisons bien évidentes à ce phénomène : je suis déjà habitué au "système" et l'équipe des professeurs paraît beaucoup plus homogène que l'année précédente. Mais je pense que ces faits seuls n'expliquent pas entièrement pourquoi je me sens "soulagé", malgré le fait que j'aie davantage de travail. J'ai plutôt l'impression, qui m'étonne moi-même, qu'il m'a fallu toute une année pour digérer un certain "choc culturel". Arrivé il y a un an avec beaucoup d'enthousiasme et d'idéalisme et des idées peut-être "progressistes" - comme la théorie du centre et la périphérie -, et j'ai probablement réagi tel que je l'ai fait parce que je me trouvais incapable d'agir dans ce sens idéaliste quand j'étais confronté avec la réalité sur place. Mes voyages pendant les vacances, et surtout mon séjour de 15 jours chez une famille dans une concession près de Lamakara, m'ont permis de vivre de très près "l'autre face" de la vie togolaise. C'est peut-être regrettable que j'arrive maintenant à mieux "accepter" le fait de ces "deux mondes". Mais, en fin de compte, je pense que le fait que je ne "souffre" plus tellement sous le poids de ce décalage a libéré des énergies qui pourront être utilisées justement pour diminuer ledit décalage...

Henri Müller
Collège Notre-Dame des Apôtres
BP 117
Lomé / Togo

VOLONTAIRE, TU ES RICHE ET LIBRE

Un jour, Philo, ma collaboratrice au Centre de Santé, m'a demandé : "Toi, tu vois, tu travailles, puis tu vas à Dacca rencontrer tes amis (elle, il y a deux ans et demi qu'elle n'a plus vu sa mère qui habite à cinq heures de bus !), puis tu rentreras chez toi dans ta famille, et tu continueras à faire ce que tu as envie de faire. Si tu veux t'amuser, tu t'amuseras; si tu as envie de te marier avec un tel, tu pourras le faire; si tu veux travailler dans un hôpital, tu pourras le faire. MAIS NOUS ??? POURQUOI SOMMES-NOUS NEES ??? Pour travailler et faire des enfants... ? !"

Une volontaire du Bengladesh

P A Q U E S

SESSION BIBLIQUE OECUMENIQUE

du 23 (soir) au 27 mars 1978

Vivre le temps de Vendredi-Saint et de Pâques avec d'autres dans l'approche et l'étude d'un texte biblique. Trouver les moyens de partage et d'expression pouvant permettre une démarche personnelle. Construire ensemble des temps de célébration, en relation avec ce qui sera vécu.
Vivre des temps de partage en favorisant la découverte de la signification du message biblique, au niveau du texte et de nos réalités.

Lieu : Maison de sessions de Bertigny, 1700 Fribourg
Prix : environ fr. 70.- par pers. Couple, fr. 100.-
Pour les enfants, le prix est à déterminer sur place. Un atelier d'enfants est prévu.
Animation : biblique : P. Noël Collaud, Ulrich Ruegg, pasteur.
de groupe : Paul Jubin et M. R. Froidevent

TALON D'INSCRIPTION à retourner jusqu'au samedi 11 mars 1978 à :
FSF .... GVOM ....
Je désire participer à la SESSION BIBLIQUE OECUMENIQUE du 23 au 27 mars :

Nom : .... Prénom : .... Né en :....
Adresse......................... Profession :.........
.................................Tél : ....
Intéressé par garderie enfants OUI/NON-...... enfants

INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

J.A. 1000 LAUSANNE 9

Centre Offset SA, Lausanne